Esclavages & Post-esclavages

Slaveries & Post-Slaveries

4 | 2021

Lire et narrer le post-esclavage

“Briser les urnes colonialistes. Conquérir l’indépendance nationale”. Une analyse iconographique de la propagande du Groupe d’organisation nationale de la Guadeloupe (GONG) en 1967

Sylvain Mary

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/slavery/3788>

DOI : 10.4000/slavery.3788

ISSN : 2540-6647

Éditeur

CIRESC

Référence électronique

Sylvain Mary, « “Briser les urnes colonialistes. Conquérir l’indépendance nationale”. Une analyse iconographique de la propagande du Groupe d’organisation nationale de la Guadeloupe (GONG) en 1967 », *Esclavages & Post-esclavages* [En ligne], 4 | 2021, mis en ligne le 10 mai 2021, consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/slavery/3788> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/slavery.3788>

Ce document a été généré automatiquement le 5 janvier 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

“Briser les urnes colonialistes. Conquérir l’indépendance nationale”. Une analyse iconographique de la propagande du Groupe d’organisation nationale de la Guadeloupe (GONG) en 1967

Sylvain Mary

“Briser les urnes colonialistes. Conquérir l’indépendance nationale”, affiche en couleur.

Le groupe de cotes des Archives nationales (5W/725-729) renvoie au procès du GONG devant la Cour de sûreté de l’État en février-mars 1968. J’ai pu consulter ces archives en 2016, avec Michelle Zancarini-Fournel, sur dérogation exceptionnelle.

Je tiens à remercier le département Justice-Intérieur des Archives nationales pour sa réactivité, de même que le ministère de la Justice qui a bien voulu donner son accord pour la reproduction de ce document (encore non communicable, hors dérogation exceptionnelle aux délais légaux).

SOURCE : Archives nationales (France), 1968, 5W/728.

- 1 Cette affiche en couleur du GONG (Groupe d’organisation nationale de la Guadeloupe) a été imprimée en 1967 en Belgique¹, par le Parti communiste belge prochinois dit « grippiste² », auquel Pékin transmettait des fonds destinés au financement d’organisations maoïstes³. Depuis plusieurs années, l’ombre de la Chine populaire planait en effet sur la Guadeloupe, au point qu’une délégation de militants du GONG avait été reçue en 1966 à Pékin par Mao Tsé-toung en personne. Emblématique, par son message, de l’histoire globale des mouvements révolutionnaires des « années 1968 », cette affiche a été introduite en Guadeloupe par bateau, pendant la campagne des élections législatives de mars 1967⁴. Elle n’a cependant pas été diffusée, ayant été saisie par la police sur la base de renseignements, à l’arrivée du convoi dans le port de Pointe-à-Pitre⁵.
- 2 C’est en juin 1963, à Paris, que le GONG est fondé par des militants de l’Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG). Il est implanté outre-Atlantique l’année suivante (J.-P. Sainton 2012). Au printemps 1967, ce n’est encore qu’un groupuscule clandestin, composé de quelques dizaines d’individus d’orientation maoïste et tiers-mondiste, jeunes étudiants, ouvriers ou sans travail, avides d’action et de changement. Ses militants multiplient les références aux guerres de décolonisation, en particulier à celle d’Algérie, et à la révolution de Fidel Castro, comme en témoignent son emblème inspiré du drapeau cubain (Pago & Sainton 2017), et la participation active d’une

délégation du GONG à la Conférence tricontinentale de solidarité avec les peuples d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine, organisée à La Havane en janvier 1966 (Mary 2017).

- 3 Ses objectifs affichés n’en sont pas moins ambitieux. D’après sa charte, le GONG entend s’ériger « en guide et organisateur du mouvement révolutionnaire et progressiste, [...] à l’avant-garde de la lutte pour l’accession de la Guadeloupe à la dignité et à la souveraineté nationale⁶ ». Le groupe est accusé à tort d’avoir planifié des émeutes en marge d’une manifestation ouvrière qui a tourné au massacre les 26 et 27 mai 1967 à Pointe-à-Pitre : dix-neuf de ses membres sont ainsi arrêtés, en juin 1967, avant d’être traduits, en février 1968, devant la Cour de sûreté de l’État, juridiction d’exception créée en 1963 pour juger les infractions politiques (Codaccioni 2015). Au début des années 1970, le mouvement nationaliste se reconstitue sur des bases nouvelles. Il parvient à s’implanter dans les secteurs de la canne à sucre et de la banane, à l’initiative d’anciens membres ou sympathisants du GONG : c’est notamment le cas du poète Sonny Rupaïre, rentré en Guadeloupe en 1968 sous une fausse identité après avoir passé six ans en Algérie et à Cuba où il s’était réfugié, fuyant une condamnation pour insoumission de la part du tribunal militaire, et de Louis Théodore, le seul des dirigeants de l’organisation entré en clandestinité en juin 1967 pour échapper à la prison. Diverses organisations syndicales de masse, nationalistes et révolutionnaires, voient alors le jour : l’Union des travailleurs agricoles (UTA) en décembre 1970, regroupant les ouvriers agricoles ; l’Union des paysans pauvres de la Guadeloupe (UPG) en février 1972, ouverte aux petits planteurs et aux colons partiaires, et enfin l’Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) en 1973, la principale organisation syndicale à la tête du collectif LKP (*Liyannaj Kont Pwofitasyon*, litt. « Collectif contre l’exploitation outrancière ») lors des grandes grèves de 2009. Toujours à l’initiative d’anciens membres du GONG, un parti politique indépendantiste est également fondé en 1978 : l’Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) (Odin 2019).
- 4 Le slogan et les illustrations graphiques de ce tract doivent être analysés au regard de l’histoire des groupuscules d’extrême gauche, apparus en France durant les « années 1968 », et des organisations révolutionnaires du « Tiers Monde ».
- 5 La référence à « l’indépendance nationale » renseigne, tout d’abord, sur les origines du nationalisme en Guadeloupe : celui-ci émerge au seuil des années 1960, soit plus tardivement que dans d’autres parties de l’Empire colonial français. Le rouge et le vert, couleurs présentes sur l’affiche, font écho au drapeau nationaliste du GONG. Cette référence indépendantiste situe en outre le GONG dans le sillage d’organisations nationalistes telles que le Front de libération nationale (FLN), à l’origine du déclenchement de la guerre d’Algérie en 1954. D’ailleurs, le FLN aurait apporté son soutien au GONG lors de sa création en 1963, notamment par l’intermédiaire de l’avocat Jacques Vergès (Mary 2018 : 404-410). La symbolique de la chaîne rompue est double : elle représente à la fois la lutte des prolétaires pour l’amélioration de leur condition dans le monde contemporain, et celle des esclaves d’antan pour leur émancipation. Dans le second cas, le combat anticolonial et nationaliste du GONG est envisagé dans une perspective de résistance au colonialisme français sur la longue durée. Dans la culture politique des dirigeants du GONG – et, plus généralement, des organisations nationalistes fondées par la suite –, l’imaginaire de la résistance à l’oppression, notamment à travers la figure de Louis Delgrès, apparaît dès l’origine comme un élément omniprésent. Ainsi, le docteur Pierre Sainton, fondateur du GONG, choisit la

stèle du Matouba, haut lieu de mémoire de la résistance à l’esclavage, pour annoncer, le 30 mai 1964, l’implantation de l’organisation nationaliste en Guadeloupe, et pour amorcer, « sur le sol national, la lutte de libération » (P. Sainton 2008 : 206). Soulignons cependant que la référence à l’esclavage, absente de la charte du GONG, est loin d’être aussi présente qu’elle ne l’est aujourd’hui au sein de la mouvance nationaliste guadeloupéenne.

- 6 L’appel à « briser les urnes des colonialistes », et le dessin qui l’accompagne, illustrent ensuite le double mot d’ordre d’abstention militante et de boycott des élections que prône le GONG, suivant la tradition des organisations révolutionnaires maoïstes. Dans un tract contemporain de cette affiche, distribué le 26 mars 1967 sur une plage de la commune de Bouillante, le GONG avait appelé à l’abstention en citant Mao Tsé-toung : « Rejetons nos illusions électorales et préparons-nous à la lutte » (Commission d’information et de recherche historique 2016 : 62). La formule « Maman Cochon » renforce indirectement ce mot d’ordre abstentionniste dans la mesure où elle dénonce la pratique du bourrage des urnes, typique des pratiques politiques de la société post-esclavagiste, et encore bien présente au début de la V^e République, quoiqu’en net déclin : selon le procédé dit de la « double boîte », une urne contenant les véritables bulletins des électeurs était remplacée par une urne identique, mais bourrée de faux bulletins, comme des truies prêtes à mettre bas. Mais la formule fait aussi écho au mythe colonial de la « Mère Patrie », dispensatrice d’innombrables bienfaits à ses « enfants ». Elle renvoie à une critique des politiques de départementalisation qui se traduisent, à partir de 1960, par un très net accroissement des transferts financiers de l’État – avec pour contrepartie une dépendance accrue des îles vis-à-vis de l’hexagone, comme le symbolise ici la chaîne (Mary 2018).
- 7 Cette stratégie d’abstentionnisme révolutionnaire distingue le GONG des Partis communistes guadeloupéens (PCG) et français (PCF) avec lesquels il est pourtant lié à sa création en 1963. Comme les groupes d’extrême gauche hexagonaux, le GONG entre en conflit ouvert avec les partis communistes traditionnels à partir de 1965-1966. Ses dirigeants se réclament du marxisme prochinois : ils s’opposent alors aux « révisionnistes » du PCG qu’ils accusent de collusion avec le camp impérialiste et la bourgeoisie réactionnaire, partisane du statut de département d’outre-mer et d’une allégeance définitive à la France. Durant cette période, l’opposition du GONG au PCG est analogue à celle des groupes d’extrême gauche au PCF dans l’hexagone. Un parallèle saisissant peut d’ailleurs être établi entre la violente condamnation du GONG par le PCG lors des révoltes urbaines de mai 1967 à Pointe-à-Pitre, et celle du PCF en mai 1968 envers les leaders étudiants « gauchistes », tenus pour responsables des violences commises au Quartier latin à Paris. En mai 1967, le journal *L’Étincelle*, organe du PCG, va jusqu’à accuser les militants du GONG d’avoir provoqué les forces de l’ordre et poussé les jeunes des quartiers populaires à la révolte, sur le même registre que le journal *L’Humanité* un an plus tard dans l’hexagone (Mary 2019 : 159). Nonobstant cela, la présence de la faucille et du marteau sur le tract ici reproduit montre que le GONG vise encore, en 1967, certains militants et électeurs du PCG qu’il estime épuisés par les luttes électorales sans lendemain.
- 8 La tonalité martiale du tract doit toutefois être relativisée. De fait, on peut la comparer à celle des groupes d’extrême gauche hexagonaux qui alliaient un vocabulaire révolutionnaire et guerrier à des pratiques de militantisme parfois spectaculaires, mais généralement classiques et modérées (manifestations, tracts, affiches, etc. ; Artières

& Zancarini-Fournel 2015). D’ailleurs, en février 1968, le procès des militants du GONG devant la Cour de sûreté de l’État ne permet pas d’établir l’implication de l’organisation dans les révoltes de mai 1967, pourtant considérées par le pouvoir exécutif – notamment par Jacques Foccart, l’influent conseiller présidentiel chargé des DOM-TOM – comme le signal d’une insurrection indépendantiste (Commission d’information et de recherche historique 2016 : 74-75). En réalité, celles-ci étaient totalement spontanées, tout comme, à la même époque, les soulèvements des ghettos noirs aux États-Unis ou, au cours des années 1970, les premières rébellions urbaines dans les banlieues de l’hexagone, à Lyon. Faute de preuve, les dix-neuf militants du GONG emprisonnés ressortent libres aux termes de leur procès et sont amnistiés un an plus tard, en 1969, à l’issue des élections présidentielles. À Paris, devant la Cour de sûreté de l’État, comme à Pointe-à-Pitre devant les tribunaux de droit commun, les suites judiciaires des événements de mai 1967 tournent alors au procès de la départementalisation. Accusés et défenseurs de renom se succèdent à la barre pour fustiger les insuffisances de l’État depuis 1946, tel l’avocat Henri Leclerc, une figure de l’anticolonialisme français, qui conclut sa plaidoirie en clamant qu’en Guadeloupe, alors département français d’outre-mer depuis plus de 20 ans, « les chaînes de fer des esclaves ont été remplacées par des chaînes juridiques et économiques⁷ ».

BIBLIOGRAPHIE

ARTIÈRES, Philippe & Michelle ZANCARINI-FOURNEL (dir.), 2015. *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte.

CODACCIONI, Vanina, 2015. *Justice d’exception. L’État face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS éditions.

Commission d’information et de recherche historique sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 en Guadeloupe et en Guyane, et de mai 1967 en Guadeloupe : rapport à Madame la ministre des outre-mer, Paris, La Documentation française, 2016. Disponible en ligne : <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/164000717.pdf> [dernier accès, février 2021].

MARY, Sylvain, 2017. « Guerre froide et anti-impérialisme dans la “Méditerranée américaine”. La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d’histoire immédiate*, n° 49, p. 39-55.

MARY, Sylvain, 2018. « Les Antilles de la colonie au département : enjeux, stratégies et échelles de l’action de l’État (1944-début des années 1980) », thèse de doctorat en histoire (dir. Olivier Forcade), Sorbonne université.

MARY, Sylvain, 2019. « Assimilation, autonomie ou indépendance ? Décolonisation et rapport centre-périphérie dans le monde communiste antillais (1946-1967) », dans Romain Ducoulombier & Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989), Approches transnationales et comparées*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, p. 150-160.

ODIN, Pierre, 2019. *Pwofitasyon. Luttès syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*, Paris, La Découverte.

PAGO, Gilbert & Jean-Pierre SAINTON, 2017. « La réception de la révolution cubaine en Martinique et en Guadeloupe (1959-1967) », *Cahiers d’histoire immédiate*, n° 49, p. 15-37.

SAINTON, Jean-Pierre, 2012. *La décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Guadeloupe et en Martinique (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, éditions Jasor.

SAINTON, Pierre, 2008. *Vie et survie d’un fils de la Guadeloupe*, Gourbeyre, éditions Nestor.

NOTES

1. Je remercie Jean-Pierre Sainton pour sa relecture attentive de la présente contribution et pour ses conseils bienveillants et avisés.
2. Du nom de son fondateur Jacques Grippa, ancien leader du Parti communiste belge (PCB), ayant entraîné la majorité de ce parti dans le giron du maoïsme en 1963.
3. Cette affiche est d’autant plus remarquable que le recours à la couleur dans les affiches politiques n’était pas du tout répandu en Guadeloupe à cette époque.
4. Note sur les activités du GONG, ministère de la Justice, février 1968 : AN, 5 SW/728.
5. Comme l’indique le commentaire manuscrit figurant en haut à gauche, l’affiche a été mise sous scellés, puis versée au dossier d’instruction fin 1967, préalablement à la tenue du procès du GONG devant la Cour de sûreté en février 1968.
6. Note de la préfecture de police de Paris (direction des Renseignements généraux et des jeux) sur l’activité du GONG dans la région parisienne, février 1968 : AN, 19940390/92, p. 1.
7. *Le Monde*, « Le procès de Pointe-à-Pitre est terminé », 14-15 avril 1968, p. 8.

AUTEUR

SYLVAIN MARY

PRAG d’histoire à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, docteur en histoire contemporaine, chercheur partenaire de l’UMR Sirice (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Sorbonne Université / CNRS), France